

Table des matières

Introduction générale	3
I. Les sources du Droit de la laïcité	5
1. Les sources nationales	5
2. Les sources internationales	8
II. Une matière juridique autonome	9
1. L'autonomisation de la laïcité comme discipline	9
2. L'autonomisation du Droit de la laïcité comme objet	11
III. La définition juridique de la laïcité	12
1. Une distinction nécessaire avec les conceptions philosophiques, sociologiques et politiques de la laïcité	12
2. Une définition juridique en perpétuelle évolution	15
Partie introductive	
Les racines du Droit de la laïcité	19
Chapitre 1 La séparation avec l'Église catholique	21
Section 1. Avant le concordat	21
I. Les racines sous la monarchie	21
1. Les racines philosophiques de la tolérance	21
2. Les racines internes au catholicisme	22
II. Les racines révolutionnaires	23
1. La rupture avec le pape et la déchristianisation	24
2. Le concordat	26
Section 2. Après le concordat	27
I. L'amélioration apparente des relations	27
1. La confirmation de la laïcisation	28
2. La tentation d'une nouvelle séparation	29

II. Les fortes tensions après la séparation de 1905	31
1. Une volonté d'apaisement	32
2. La persistance de blocages avec l'Église catholique	34
Chapitre 2 La séparation avec les autres confessions	39
Section 1. La séparation avec le protestantisme et le judaïsme	39
I. Le statut juridique des non-catholiques sous la monarchie	39
1. Le statut juridique des juifs sous l'Ancien Régime	39
2. Le statut juridique des protestants sous l'Ancien Régime	41
II. La construction ultérieure d'un nouveau statut juridique	44
1. L'évolution vers la liberté religieuse associée à des premières formes de laïcisation	44
2. La sombre parenthèse : le statut des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale	50
Section 2. L'exception musulmane	53
I. Le statut particulier de l'islam en droit colonial	53
1. En Algérie	53
2. Dans les autres colonies	57
II. En droit contemporain : l'inscription de l'islam dans un cadre juridique pensé pour d'autres confessions	58
1. En droit local	59
2. Dans le droit issu de la loi de 1905	61

Partie 1

La séparation des Églises et de l'État, premier élément constitutif de la laïcité **65**

Chapitre 1 Une séparation s'inscrivant dans un modèle	67
Section 1. La distinction avec les systèmes juridiques américains	67
I. Une singularité de la laïcité française à relativiser	67
1. Retour sur quelques simplifications	68
2. Retour sur la nécessaire distinction entre les conceptions sociale et juridique de la neutralité	72
II. La valorisation nord-américaine de la liberté individuelle	77
1. Aux États-Unis	77
2. Au Québec	78

Section 2. L'inscription dans un modèle européen	84
I. La diversité de relations entre Églises et États européens	84
Introduction : Les différentes classifications	84
1. Les systèmes de non-reconnaissance	87
2. Les systèmes de religion reconnue	90
II. Le cadre commun	93
1. Les caractéristiques de ce cadre commun	93
2. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	95
Chapitre 2 Une séparation connaissant des exceptions	101
Section 1. Le droit local en Alsace-Moselle	102
I. Les justifications de l'exception	102
1. Les justifications historiques	103
2. Les justifications retenues par le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel	104
II. La portée de l'exception	107
1. Une organisation différente	108
2. Les conséquences financières de cette organisation	110
Section 2. Les autres exceptions	113
I. La conservation des droits locaux	114
1. Les droits locaux fondés sur les décrets-lois Mandel	114
2. Le droit des cultes guyanais fondé sur l'ordonnance du 27 août 1828	117
II. La rupture progressive avec le droit coutumier à Mayotte	119
1. L'abandon des grandes caractéristiques du droit coutumier	120
2. La conservation de certaines particularités	122

Partie 2

La liberté de pensée, de conscience et de religion, deuxième élément constitutif de la laïcité 125

Chapitre 1 L'application de cette liberté	129
Section 1. Les espaces particuliers	130
I. La famille	130
1. L'abattage rituel et le droit	130
2. La pratique religieuse en famille et le droit	135

II. L'entreprise privée	140
1. Le respect de la liberté religieuse des salariés	140
2. Les conditions de la neutralité d'une entreprise qui n'est pas en charge d'un service public	144
Section 2. Les espaces communs	145
I. L'espace républicain	146
1. L'article 28 de la loi de 1905	146
2. L'article 2 alinéa 2 de la loi de 1905	149
II. L'espace public	154
1. La liberté de réunion	154
2. Les libertés de manifestation et d'association	155
Chapitre 2 Les limites à la liberté de pensée, de conscience et de religion	159
Section 1. L'ordre public	160
I. La police des cultes dans la loi de 1905	161
1. La préservation de l'ordre public en rapport avec les édifices et les lieux de culte	161
2. La responsabilité des ministres du Culte et des associations cultuelles	162
II. La définition d'autres limites	164
1. Par voie législative	164
2. Par voie réglementaire	169
Section 2. Les droits et libertés d'autrui	171
I. La liberté d'expression en matière religieuse	172
1. Les limites à la liberté d'expression	173
2. La conciliation avec la liberté de pensée, de conscience et de religion	176
II. La possible confrontation entre les conceptions religieuse et philosophique de certains droits	180
1. Liberté religieuse, droit à la vie et dignité humaine	180
2. Liberté religieuse et droit à la santé	185

Partie 3

La neutralité, troisième élément constitutif de la laïcité

189

Chapitre 1 Les variations de la neutralité	191
Section 1. La neutralité des agents publics	191
I. L'absence de neutralité de l'utilisateur	191
1. Ses contours juridiques	192
2. La réponse aux demandes à caractère religieux des usagers	195
II. La neutralité de l'agent public	199
1. Un devoir de stricte neutralité	200
2. La liberté de pensée, de conscience et de religion des agents publics	201
Section 2. Les particularités de la neutralité scolaire	203
I. Une construction autonome	203
1. Un cadre théorique qui lui est propre	203
2. Les lois scolaires	208
II. Des règles juridiques parfois originales	212
1. L'interdiction du port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse	212
2. Les convictions religieuses des élèves à l'école publique	218
Chapitre 2 Une neutralité dans le respect du pluralisme	223
Section 1. Le « pluralisme-neutralité » : la non-reconnaissance des cultes	225
I. Les associations culturelles	225
1. La reconnaissance du caractère culturel d'une association	225
2. La gestion d'une association culturelle	229
II. Les autres formes d'organisation des cultes	234
1. L'association loi 1901	234
2. Les autres modes d'organisation choisis par les cultes	235
Section 2. Le « pluralisme-égalité » : la non-méconnaissance des cultes	237
I. L'interdiction du financement des cultes	238
1. Les dérogations législatives	239
2. L'interprétation jurisprudentielle de ce principe	242

II. Le principe d'égalité	245
1. Le principe général d'égalité	245
2. Le principe d'égalité appliqué aux relations entre l'État et les cultes	249
 Annexes	 255
 Index	 279